



CLT AUDIT & CONSEIL

AUVERGNE RHONE ALPES LIVRE ET LECTURE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

N° Siren 327948238

25 Rue Chazière

69004 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

20-24 Chemin de charrière Blanche
Immeuble Le Charme
69130 Ecully
T. 09 86 41 98 68
F. 09 81 40 09 12

contact@clt-audit.fr
www.clt-audit.fr

Sarl au capital de 75.000 €, RCS Lyon 820 884 930
Société d'Expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la Région Rhône-Alpes
Société de Commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Lyon

AUVERGNE RHONE ALPES LIVRE ET LECTURE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

N° Siren 327948238

25 Rue Chazière

69004 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de l'association AUVERGNE RHONE ALPES LIVRE ET LECTURE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AUVERGNE RHONE ALPES LIVRE ET LECTURE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession du commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Subventions

La note de l'annexe « Charges et produits d'exploitation et financiers » présente les subventions comptabilisées au titre de l'exercice. Nous nous sommes assurés de la réalité des subventions figurant dans l'annexe, et du caractère raisonnable de l'évolution des montants restant à encaisser sur ces subventions à la clôture de l'exercice. Nos travaux ont essentiellement porté sur l'analyse des contrats et des conventions de subventions signés entre votre association et ses financeurs.

Suivi des fonds dédiés

Le suivi des fonds dédiés est détaillé dans la rubrique « Autres informations – Fonds dédiés - Subventions affectées ».

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables appliqués par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Écully, le 12 Avril 2024

Le Commissaire aux comptes
CLT AUDIT ET CONSEIL



Nicolas TANZILLI

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	51 168	47 694	3 474	7 358
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	49 379	47 181	2 198	6 800
Immobilisations corporelles				
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	73 657	68 623	5 034	5 851
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	2 736		2 736	2 736
Total I	176 940	163 498	13 442	22 745
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	5 572		5 572	2 229
<i>Autres créances</i>	230 331		230 331	147 837
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	928 470		928 470	822 960
<i>Disponibilités</i>	95 285		95 285	730 773
<i>Charges constatés d'avance</i>	16 689		16 689	7 177
Total II	1 276 347		1 276 347	1 710 976
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 453 287	163 498	1 289 789	1 733 722
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	540 052	540 052
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	-165 149	-126 913
Excédent ou déficit de l'exercice	-2 357	-38 236
Situation nette (sous-total)	372 547	374 903
Total I	372 547	374 903
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	676 682	1 050 946
Total II	676 682	1 050 946
PROVISIONS		
Provisions pour charges	66 953	93 791
Total III	66 953	93 791
DETTES		
Emprunts et dettes financières diverses	44 079	82 761
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 075	22 577
Dettes fiscales et sociales	90 454	108 684
Produits constatés d'avance		60
Total IV	173 607	214 082
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 289 789	1 733 722
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	173 607	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	17 582	24 523
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 238 879	1 681 007
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	26 837	21 418
Utilisation des fonds dédiés	1 050 946	885 890
Autres produits	8	792
Total I	2 334 252	2 613 630
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	293 679	263 779
Autres achats et charges externes	465 292	491 266
Impôts, taxes et versements assimilés	40 951	41 018
Salaires et traitements	525 088	468 507
Charges sociales	207 897	191 375
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	12 275	15 923
Reports en fonds dédiés	676 682	1 050 946
Autres charges	125 186	132 151
Total II	2 347 050	2 654 965
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-12 798	-41 335
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	22	18
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	7 237	1 353
Total III	7 258	1 371
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	7 258	1 371

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-5 539	-39 965
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 123	318
Sur opérations en capital	3 809	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	235	2 000
Total V	5 167	2 318
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 985	239
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		350
Total VI	1 985	589
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 183	1 729
Total des produits (I+III+V)	2 346 678	2 617 318
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 349 035	2 655 554
EXCEDENT OU DEFICIT	-2 357	-38 236

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : AUV-RHÔNE-ALPES LIVRE ET LECTURE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 1 289 789 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 2 357 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 15/03/2024 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Objet social de l'association:

L'association a pour objet une mission générale d'accompagnement et de soutien aux différents métiers du livre et à l'ensemble des activités menées par les créateurs, les professionnels et les médiateurs en région Auvergne-Rhône-Alpes. Privilégiant l'interprofession, elle met en oeuvre les actions de coopération, d'information, de conseil, de valorisation, de promotion et contribue à l'observation et à la coordination des réseaux, à l'expérimentation prospective ainsi qu'au développement de la lecture et des publics du livre.

Nature et périmètre des activités:

Ces actions portent prioritairement sur les axes suivants:

- l'accompagnement et l'information
 - le développement et la diffusion de la création littéraire en région.
- Et plus généralement le développement économique de la chaîne du livre et la professionnalisation de ses acteurs.

Moyens mise en oeuvre:

Pour la réalisation de sa mission, l'association dispose d'une équipe de salariés en CDI et en CDD agissant sur le territoire Auvergne-Rhône-Alpes.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 7 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans
- * Site internet: 3ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,2 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	100 547			100 547
Immobilisations incorporelles	100 547			100 547
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	11 518			11 518
- Matériel de transport	27 784			27 784
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	33 430	2 971	2 046	34 355
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	72 732	2 971	2 046	73 657
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	2 736			2 736
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	2 736			2 736
ACTIF IMMOBILISE	176 015	2 971	2 046	176 940

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		2 971		2 971
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		2 971		2 971
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		2 046		2 046
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		2 046		2 046

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	86 389	8 486		94 875
Immobilisations incorporelles	86 389	8 486		94 875
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	11 518			11 518
- Matériel de transport	27 784			27 784
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 579	3 789	2 046	29 321
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	66 881	3 789	2 046	68 623
ACTIF IMMOBILISE	153 270	12 275	2 046	163 498

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 252 592 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 572	5 572	
Autres	230 331	230 331	
Charges constatées d'avance	16 689	16 689	
Total	252 592	252 592	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice	38 682		

Produits à recevoir

	Montant
Divers - produits à recevoir	2 892
Total	2 892

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	540 052				540 052
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves		-38 236		-38 236	
Report à Nouveau	-126 913			38 236	-165 149
Excédent ou déficit de l'exercice	-38 236	38 236		2 357	-2 357
Situation nette	374 903			2 357	372 547
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	374 903			2 357	372 547

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	93 791				66 953
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	93 791				66 953
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles			26 837		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 173 607 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	44 079	44 079		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 075	39 075		
Dettes fiscales et sociales	90 454	90 454		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	173 607	173 607		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	38 682			
(**) Dont envers les associés				

L'association a terminée son plan de redressement (en juillet 2023) adopté par le tribunal de Grande Instance le 12 juillet 2013.

Les créances non réclamées sont laissées dans les comptes sur l'exercice 2023 à titre de prudence.

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	11 536
Dettes provis. pr congés à payer	35 320
Charges sociales s/congés à payer	15 894
Total	62 750

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	16 689		
Total	16 689		

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2023
Cotisations (individuels 20€ établissements 60€) refacturations diverses	10 580 7 002
TOTAL	17 582

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Détail des subventions 2023:montant global de 1 238 879€

Région Auvergne-Rhône-Alpes montant:489 000€
Etat: Drac Auvergne-Rhône-Alpes montant:550 700€
Etat: Drac Auvergne-Rhône-Alpes JEL montant:138 000€
Etat: Education nationale-MC-MENJ-Rectorats montant: 5 179€
Bibliothèque nationale de France montant: 16 000€
Centre national du livre montant: 25 000€
La Sofia montant:15 000€

Effectif Asso

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres				
Cadres Hommes	2,00		2,00	
Cadres femmes		3,00	3,00	
	2,00	3,00	5,00	5,00
Employés				
Employés Hommes	1,00		1,00	
Employés femmes		7,00	7,00	
	1,00	7,00	8,00	8,00
Total	3,00	10,00	13,00	13,00

Suivi des fonds dédiés

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. 	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
4001 BNR/JPE		2 980,51				2 980,51	
3000 Lectura Plus		34 160,71	7 474,28			26 686,43	
4003 Signalement		2 674,11	34 380,48		48 500,00	16 793,63	
2000 Prix des Lyce		38 752,25	58 752,25		20 000,00		
2000 Prix des Lycé			308,93		45 000,00	44 691,07	
1008 Ass Juridique		22 545,00	10 778,00		30 700,00	42 467,00	
4000 Patrimoine		56 678,94	61 416,71		50 000,00	45 262,23	
8000/4000 Etude F		48 000,00				48 000,00	
7000 JEL 2021-22		161 421,85				161 421,85	
7000 JEL 2022-23		662 428,03	558 233,30			104 194,73	
7000 JEL 2023-24			39 470,14		153 000,00	113 529,86	
1019 Etudiants		3 604,12	3 604,12				
9000 Plateforme		17 700,00				17 700,00	
1009 Préac					6 500,00	6 500,00	
1003/CAL1 Transiti			1 545,53		9 300,00	7 754,47	
1007 Transition Ec					24 300,00	24 300,00	
1004 Bibliotheque i					6 200,00	6 200,00	
1005 Bibliotheque i					6 000,00	6 000,00	
1006 Bibliotheque i					2 200,00	2 200,00	
1012 CNL conventii			25 000,00		25 000,00		
Total		1 050 945,52	800 963,74		426 700,00	676 681,78	